

ASSOCIATION APPUI SANTE LOIRET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023



SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 400 000 €

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de la région d'Orléans et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes du ressort de la compagnie régionale des commissaires aux comptes d'Orléans

SIÈGE SOCIAL : 51-55 boulevard de Châteaudun - BP 36 - 45016 ORLEANS CEDEX 01 - 350 515 854 RCS Orléans - FR 62350515854
Tél. 02 38 54 54 74 - Fax : 02 38 54 27 03 - www.groupechd.fr

Handwritten signature

APPUI SANTE LOIRET
Siège social : 25 avenue de la Liberté
45000 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association APPUI SANTE LOIRET relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association APPUI SANTE LOIRET à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Subventions

Comme détaillé dans les notes annexes, les subventions comptabilisées au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 2 217 292 euros.

Au 31 décembre 2023, l'Association dispose de subventions à recevoir pour 184 487 euros.

Nos travaux ont consisté à contrôler la réalité et le rattachement des subventions à la bonne période.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas détaillées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction relatives à l'audit des comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la



capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date d'émission de notre rapport correspond à la date de réception des informations nécessaires à la formation de notre opinion.

Fait à ORLEANS, le 8 Avril 2024

Le Commissaire aux comptes

CHD AUDIT VAL DE LOIRE, représenté par

HELENE PARADIS

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Paradis', with a large, stylized flourish at the end.

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	17 954	17 954		
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	3 420	1 712	1 708	2 392
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	4 170	2 114	2 056	2 473
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 577	2 577		
	Autres immobilisations corporelles	112 795	94 409	18 385	39 793
	Immobilisations corporelles en cours				129 550
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 707		5 707	5 707
TOTAL (I)		146 622	118 766	27 856	179 916
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				21 988
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	231 410		231 410	301 290
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 754 375		1 754 375	1 914 205
	Charges constatées d'avance	26 392		26 392	19 787
	TOTAL (II)	2 012 178		2 012 178	2 257 270
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 158 800	118 766	2 040 034	2 437 185
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			5 707	
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	35 675	35 675
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	42 141	42 141
	Autres		
	Report à nouveau	1 144 982	1 005 239
	Excédent ou déficit de l'exercice	260 388	139 743
	Total des fonds propres (situation nette)	1 483 185	1 222 798
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 038	9 936
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	7 038	9 936
	Total des fonds propres	1 490 223	1 232 733
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	202 675	584 223
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		4 314
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	5 659	2 859
	Total des fonds reportés et dédiés	208 334	591 396
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	27 448	68 235
	Total des provisions	27 448	68 235
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 177	188 500
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	226 630	306 433
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	13 222	49 888
	Total des dettes	314 029	544 821
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 040 034	2 437 185
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	260 387,74	139 743,05
(1)	Dont à moins d'un an	314 029	544 821
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9 925	4 220
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		2 173
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 217 292	2 484 253
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	730	149
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	26 500	21 600
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	78 375	100 757
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	455 862	274 895
	Autres produits	9 806	758
	Total des produits d'exploitation	2 798 490	2 888 804
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	661 939	506 578
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	110 858	97 209
	Salaires et traitements	1 110 138	1 147 753
	Charges sociales	483 489	458 320
	Dotation aux amortissements et dépréciations	22 509	21 431
	Dotation aux provisions	27 448	68 235
	Reports en fonds dédiés	72 800	441 540
	Autres charges	7	254
	Total des charges d'exploitation	2 489 189	2 741 320
	RESULTAT D'EXPLOITATION	309 301	147 484



Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
	RESULTAT D'EXPLOITATION	309 301	147 484
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	16 610	1 941
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	16 610	1 941
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
	RESULTAT FINANCIER	16 610	1 941
	RESULTAT COURANT avant impôts	325 911	149 424
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 898	64
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	2 898	64
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	68 422	9 746
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	68 422	9 746
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(65 523)	(9 681)
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices		
	TOTAL DES PRODUITS	2 817 998	2 890 809
	TOTAL DES CHARGES	2 557 610	2 751 066
	EXCEDENT ou DEFICIT	260 388	139 743
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	3 490	3 358
	Bénévolat		
	TOTAL	3 490	3 358
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations	3 490	3 358
	Personnel bénévole		
	TOTAL	3 490	3 358



Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social :

L'association APPUI SANTÉ LOIRET a pour objet de :

- Être une structure d'appui auprès des professionnels et des patients.
- Faciliter la coordination des parcours de santé et de soins des patients atteints de maladies chroniques, de maladies cancéreuses, et / ou en situation complexe.
- Proposer un accompagnement pluri-professionnel pour les personnes atteintes de maladies chroniques, de maladies cancéreuses et/ou en situation complexe afin d'améliorer leur qualité de vie.
- Réaliser des actions d'éducation thérapeutique du patient et des activités éducatives ciblées.
- Améliorer la coordination des interventions entre professionnels de santé libéraux, hospitaliers, et entre les secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux pour favoriser la continuité des soins.
- Initier, promouvoir, coordonner et réaliser des actions de sensibilisation et de prévention primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire.
- Être un soutien aux professionnels pour améliorer leur pratique.
- Faciliter le partage des informations par la mise en place d'outils de communication adaptés et de procédures spécifiques.

Missions sociales :

Les missions d'APPUI SANTÉ LOIRET s'articulent autour de 6 pôles :

- Education Thérapeutique du Patient (ETP)

L'association APPUI SANTÉ LOIRET porte un programme d'Education Thérapeutique du Patient à destination des malades chroniques validé en 2019 par l'Agence Régionale de Santé.

Ce programme concerne notamment les maladies suivantes :

- Maladies métaboliques (diabète, surpoids, obésité...),
- Maladies cardio-vasculaires,
- Maladies infectieuses (VIH, hépatites...),
- Maladies cancéreuses,
- Syndrome Post Covid,
- Maladies respiratoires,
- Autres maladies chroniques

L'ETP vise à aider les patients à gérer leur vie avec leur maladie chronique. C'est une action globale et pluridisciplinaire leur permettant de prendre soin d'eux et d'acquérir de l'autonomie dans la gestion de leur maladie.

- Coordination départementale ETP

En novembre 2019, l'association APPUI SANTÉ LOIRET a été retenue par l'ARS Centre Val de



Règles et Méthodes Comptables

Loire pour être porteur de la Coordination Départementale de l'Education Thérapeutique du Patient.

Cette coordination a pour mission :

- d'analyser l'adéquation de l'offre aux besoins
- de veiller à l'organisation des parcours
- d'assurer la mise en œuvre et le suivi

FabrikTaSanté est un projet émanant de la coordination départementale de l'ETP pour lequel APPUI SANTÉ LOIRET a bénéficié d'un soutien de fonds européens (FEDER Centre Val de Loire).

FABRIKTASANTÉ c'est avant tout l'ambition d'élaborer une solution pérenne d'accélération, d'appui et de ressources en ETP en s'appuyant sur les usages des acteurs (professionnels, patients) et sur les parcours de santé, pour un meilleur ancrage territorial

Les actions FABRIKTASANTÉ :

- Des cycles de séances en présentiel de proximité avec des ateliers accessibles à tous les patients atteints d'une maladie chronique et animés par des professionnels sélectionnés sur le territoire.
- Un accompagnement digital des personnes vivant avec des multimorbidités dont l'obésité. Sur ce dispositif sont proposées des séances collectives en direct par visioconférence avec des professionnels de la filière obésité.
- Mobiliser des acteurs (exemple : communauté de pratique) dans la co-construction d'une réponse adaptée aux réalités du terrain et innovante pour prendre soin.

- Soins de support en cancérologie

Les soins de support prennent en charge les conséquences de la maladie et des traitements pendant la maladie et lors de ses suites. De la fatigue à la douleur en passant par les difficultés sociales ou l'image corporelle, les soins de support couvrent les problématiques engendrées par la maladie et les traitements.

Grâce à un financement de l'ARS, Appui Santé Loiret propose gratuitement l'accès à 3 types de soins de support et un bilan d'activité physique adaptée pour les personnes atteintes de cancer.

- Prévention

Appui Santé Loiret réalise des actions de prévention sur deux thématiques :

- la vie affective et sexuelle, des infections sexuellement transmissibles,
- l'équilibre alimentaire.

Ces actions se réalisent à la demande d'établissements scolaires ou de services sociaux et médico-sociaux.

Fin 2021, APPUI SANTÉ LOIRET a été retenue par l'ARS et la DREETS pour mettre en œuvre des actions dans le cadre des « 1000 premiers jours ». Les « 1000 premiers jours » est une période sensible pour le développement et la sécurisation de l'enfant, qui contient les prémisses de la santé et du bien-être de l'individu tout au long de la vie ». Le projet prévoit des actions de formation des professionnels et d'autres en direction des patients et des usagers. En 2023, l'association est de nouveau retenue dans le cadre de l'appel à projet.

- Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC)

Depuis le 1er juillet 2021, Appui Santé Loiret porte le Dispositif d'Appui à la Coordination du

Règles et Méthodes Comptables

Loiret. Le DAC aide l'ensemble des professionnels sanitaires, sociaux et médico-sociaux rencontrant des situations complexes autour du patient, quels que soient son âge et ses pathologies.

Il vient en appui des prises en charge sans se substituer aux professionnels. Il s'articule autour de trois missions :

- Information et orientation vers les ressources sanitaires, sociales et médico-sociales du territoire
- Appui à l'organisation des parcours complexes
- Le soutien aux pratiques et initiatives des professionnels en matière d'organisation et de sécurité des parcours, d'accès aux soins et de coordination

Le déploiement du DAC s'est concrétisé par une augmentation des effectifs et le développement d'antennes sur le département : Beaugency, Beaune-la-Rolande, Sully/Loire, Gien, Montargis.

Conseil Local en Santé Mentale de la Métropole Orléanaise

Le CLSM de la Métropole Orléanaise créé en 2019 est une instance locale participative de diagnostic, de concertation, de réflexion, de coordination et de co-construction sur les questions de santé mentale. Il est présidé par la ville de Fleury-les-Aubrais. Porté jusqu'en décembre 2020 par l'association APHL 45, sa coordination a été confiée à APPUI SANTÉ LOIRET à partir du 1er janvier 2021.

Il rassemble tous les acteurs concernés sur le territoire de la Métropole Orléanaise : les élus locaux, l'Etablissement Public de Santé Mentale Georges Daumézon, les partenaires locaux, les usagers et les aidants.

Il participe à la constitution d'un véritable réseau de santé mentale répondant aux besoins de la population. Il met en œuvre les politiques locales et les actions permettant l'amélioration de la santé mentale de la population.

Quatre commissions (logement/habitat, information/formation/communication, culture et sport, analyse et aide à la résolution de situations individuelles) sont chargées de sa mise en œuvre.

- Moyens mis en œuvre et ressources :

Cette équipe composée d'un effectif moyen de 30 salariés permet de répondre aux différentes missions de l'association :

- Assistantes sociales
- Conseillères en Economie Sociale et Familiale (CESF)
- Infirmières,
- Psychologue,
- Chargée de mission prévention,
- Médecin coordonnateur,
- Directeur,
- Cheffes de services
- Secrétaires,



Règles et Méthodes Comptables

- Coordinatrice départementale de l'éducation thérapeutique,
- Coordinateur du CLSM
- Responsable de territoire,
- Directrice adjointe

Les ressources comprennent des subventions des financeurs suivants :

- L'ARS Centre Val de Loire,
- Le Conseil Régional Centre Val de Loire
- Le Conseil départemental du Loiret
- La DREETS 45
- Sidaction,
- Solidarité Sida,
- Le Feder
- Rest'O
- et de tous les autres partenaires directs et/ou indirects des projets suivis.

Appui Santé Loiret peut aussi compter sur les cotisations de ses membres ainsi que sur les dons des familles ou des proches de patients et de bienfaiteurs.

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18 Mars 2024 par les dirigeants de l'association.

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.



Règles et Méthodes Comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17% (inflation comprise)
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Méthode de calcul retenue : ANC 2021
- Taux de rotation du personnel : 1%
- Taux de charges sociales : 50%

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagements de retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à 27 448 euros.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	17 954				17 954
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	3 420				3 420
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 374				21 374
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement	4 170				4 170
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 577				2 577
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport	8 500				8 500
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	104 295				104 295
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	129 550			129 550	
	Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		249 092			129 550	119 542
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	5 707				5 707
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 707				5 707
TOTAL		276 172			129 550	146 622



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	17 954			17 954
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 028	1 197	513	1 712
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 981	1 197	513	19 665
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	1 697	730	313	2 114
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 577			2 577
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	8 500			8 500
	Matériel de bureau, mobilier	64 501	38 124	16 716	85 909
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 275	38 854	17 029	99 100
TOTAL		96 257	40 051	17 542	118 766



Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	68 235	27 448	68 235	27 448
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	68 235	27 448	68 235	27 448
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations { <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	68 235	27 448	68 235	27 448
Dont dotations et reprises { <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		27 448	68 235	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.



Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 707	5 707	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 609	1 609	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 105	30 105	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	199 697	199 697	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	26 392	26 392	
	TO TAL DES CREANCES	263 510	263 510	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	74 177	74 177		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	92 906	92 906		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	122 736	122 736		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 987	10 987		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	13 222	13 222		
	TO TAL DES DETTES	314 029	314 029		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	35 675				35 675
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	42 141				42 141
Autres réserves					
Report à nouveau	1 005 239	139 743			1 144 982
Excédent ou déficit de l'exercice	139 743	(139 743)	260 388		260 388
Situation nette	1 222 798		260 388		1 483 185
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	9 936		2 174	5 072	7 038
Provisions réglementées					
TOTAL	1 232 733		262 561	5 072	1 490 223

Le compte de fonds propres, qui ne comporte aucun droit de reprise, représente l'ensemble des résultats cumulés au cours des exercices précédents.

Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation du résultat des comptes clos le 31 décembre 2022.



31 décembre 2023 - 12 mois	APPUI SANTE LOIRET	orcom
----------------------------	--------------------	-------

Variation des fonds dédiés

Fonds dédiés sur subventions	Fonds dédiés fin 2022	Reprise 2023	Dot 2023	Fonds dédiés AU 31/12/2023
ARS Coord dep ETP	39 101,09 €			39 101,09 €
SOLIDARITE SIDA 2020	288,00 €	288,00 €		- €
SOLIDARITE SIDA 2021	299,00 €	299,00 €		- €
SOLIDARITE SIDA 2022	21,00 €	21,00 €		- €
SOLIDARITE SIDA DON COVID	462,40 €			462,40 €
FNPEIS 2021 (réalisé en 2023)	927,95 €			927,95 €
REPHYCOSA RESTO	6 280,78 €	6 280,78 €		- €
REPHYCOSA	134 500,00 €	134 500,00 €		- €
REPHYCOSA	43 525,86 €	43 525,86 €		- €
Fds Ded ETP / FTS	50 000,00 €	19 592,82 €		30 407,18 €
Nutrition Gien	612,00 €	612,00 €		- €
DREETS 1000 jours	1 048,32 €	1 048,32 €		- €
DREETS 1000 jours 2024	- €	- €	30 000,00 €	30 000,00 €
DREETS - 1000 jours 2023	30 000,00 €	30 000,00 €		- €
NUT ORL	2 033,00 €	982,00 €		1 051,00 €
IST ORL	1 524,00 €	1 524,00 €		- €
Conseil départemental -Projet Initiatives (mise en place de téléconsultation pour personne covidées)	6 000,00 €	2 831,00 €		3 169,00 €
ARS - Formation aux PSSM	16 000,00 €	16 000,00 €		- €
ARS - Guide à destination des usagers	1 400,00 €			1 400,00 €
ARS POST SOS 2022	37 000,00 €			37 000,00 €
ARS POST SOS 2023	- €		37 000,00 €	37 000,00 €
ARS Prévention	13 200,00 €	13 200,00 €		- €
ARS / AVENANT ETP - FTS	- €	- €	3 000,00 €	3 000,00 €
ARS - SERIOUS GAME / Comme un Je	200 000,00 €	180 843,65 €	- €	19 156,35 €
	584 223,38 €	451 548,42 €	70 000,00 €	202 674,97 €

Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Fonds dédiés fin 2022	Reprise 2023	Dot 2023	Fonds ded 2023
Dons VIH	359,80 €			359,80 €
Dons Cancer	1 508,00 €			1 508,00 €
Dons Diabète	991,63 €			991,63 €
Contrib solidarité SIDA 2024			2 800,00 €	2 800,00 €
	2 859,43 €	- €	2 800,00 €	5 659,43 €

31 décembre 2023 - 12 mois	APPUI SANTE LOIRET	orcom
----------------------------	--------------------	-------

Autres informations

Détail des subventions

Subvention	Montant
DEETS - Cohésion sociale	34 455,57 €
DREETS - 1000 jours	30 000,00
CAP'ASSO / Région	22 166,50
SIDACTION	12 000,00
SOLIDARITE SIDA	10 000,00
ARS - Coordination CLSM	20 000,00
ARS - Education Thérapeuthique du Patient	252 200,00
ARS - SIDA IST et Education Nutritionnelle Ecole	52 000,00
ARS - DAC	1 784 470,00
TOTAL	2 217 292,07 €

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0€ durant l'exercice

Contributions volontaires en nature

Il a été valorisé pour 3 490,35€ de prestations en nature dans le cadre du projet FabrikTaSanté au titre de l'exercice 2023.

Cela correspond aux heures offertes par les intervenants extérieurs qui ont fourni à l'association un récapitulatif des prestations en nature ainsi que le coût de revient réel de ces dites prestations.

L'association ne dispose pas d'autres contributions volontaires en nature.

Engagements financiers

	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail		27 360	
		27 360	
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		27 360	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Honoraires des Commissaires aux Comptes

TITULAIRE

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
--	------------	------------	---	---	------------	------------	---	---

Audit

Commissariat aux comptes, certification,
examen des comptes individuels et consolidés

Emetteur	5 500	6 488	100,00	100,00				
----------	-------	-------	--------	--------	--	--	--	--

Filiales intégrées globalement

Autres diligences et prestations directement
liées à la mission du commissaire aux
comptes

Emetteur

Filiales intégrées globalement

Sous-total	5 500	6 488	100,00	100,00				
-------------------	--------------	--------------	---------------	---------------	--	--	--	--

Autres prestations rendues par les
réseaux aux filiales intégrées
globalement

Juridique, fiscal, social

Autres

Sous-total

TOTAL	5 500	6 488	100,00	100,00				
--------------	--------------	--------------	---------------	---------------	--	--	--	--



ASSOCIATION APPUI SANTE LOIRET

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023**

 **commissaire
aux comptes**

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 400 000 €

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de la région d'Orléans et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes du rapport de la compagnie régionale des commissaires aux comptes d'Orléans

SIÈGE SOCIAL : 51-55 boulevard de Châteaudun - BP 36 - 45016 ORLEANS CEDEX 01 - 350 515 854 RCS Orléans - FR 62350515854
Tél. 02 38 54 54 74 - Fax : 02 38 54 27 03 - www.groupechd.fr

APPUI SANTE LOIRET
Siège social : 25 avenue de la Liberté
45000 ORLEANS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2023**

À l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à ORLEANS, le 8 Avril 2024
Le Commissaire aux comptes
CHD AUDIT VAL DE LOIRE représenté par
HELENE PARADIS

